



DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX

RENDU EXECUTOIRE LE

**31 MARS 2023**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 30/03/2023

Reçu en préfecture le 30/03/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230330-23\_A\_SE\_0197-AR

**S'LO**

## **ARRÊTÉ N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0197**

du **30 MARS 2023**

fixant des dotations complémentaires 2022  
au titre des revalorisations salariales du  
Ségur de la santé 1 et dites « Loi Castex »  
pour les établissements et services de  
compétence départementale et gérés par le  
Centre Hospitalier Henri Laborit

### **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**VU** la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent  
le Ségur 1 conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en  
faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

**VU** le décret n° 2022-739 du 28 avril 2022 relatif à l'aide aux départements  
versée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie au titre de l'article 43 de la loi  
n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 ;

**VU** la délibération de l'Assemblée départementale du Département de la Vienne  
en date du 24 juin 2022 relative aux mesures salariales pour le secteur du handicap et de  
l'enfance, Ségur de la Santé appliqué aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental de la Vienne en date du  
16 décembre 2022 relative à la tarification des établissements et services sociaux et médico-  
sociaux du secteur de l'enfance, des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**VU** le courrier en date du 29 juillet 2022 de la Caisse Nationale de Solidarité pour  
l'Autonomie en vue du versement du financement prévisionnel de la compensation 2022 ;

**VU** l'arrêté n° 2016-A-DGAS-DHV-SE-0050 du 14 janvier 2016 fixant la capacité  
du Foyer d'Hébergement et du Service d'Accompagnement de l'ESAT ESSOR ;

**VU** l'arrêté n° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0164 du 11 mars 2019 portant la capacité  
de 18 à 25 places du Service d'Accompagnement de l'ESAT ESSOR ;

**VU** le courrier en date du 29 juillet 2022 de la Caisse Nationale de Solidarité pour  
l'Autonomie en vue du versement du financement prévisionnel de la compensation 2022 ;

**CONSIDERANT**, d'une part, la remontée d'information effectuée auprès des gestionnaires d'établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap et de compétence départementale, permettant d'établir un nombre prévisionnel 2022 d'équivalents temps-plein concernés par les revalorisations salariales des professionnels exerçant des fonctions de soignant et paramédicales effectives au 1<sup>er</sup> novembre 2021, (personnels soignants, aides médico-psychologiques (AMP), auxiliaires de vie sociale (AVS) et accompagnants éducatifs et sociaux), ainsi que son impact budgétaire ;

**CONSIDERANT** la remontée d'information effectuée auprès des gestionnaires d'établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap et de compétence départementale, permettant d'établir un nombre prévisionnel 2022 d'équivalents temps-plein concernés par les revalorisations salariales effectives au 1<sup>er</sup> avril 2022 pour les personnels exerçant des fonctions socio-éducatives recensés par les gestionnaires ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Dans le cadre des mesures salariales pour les professionnels soignants et paramédicaux, une dotation prévisionnelle est allouée, au titre de la période de novembre à décembre 2021 et de l'année 2022, au Centre Hospitalier Henri Laborit pour un montant de 93 787 € correspondant à 7 équivalents temps-plein (ETP) prévisionnels.

Ce montant provisoire s'établit de la façon suivante :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	ETP retenus	Montant de la dotation
860784610	Foyer d'Hébergement de l'ESAT ESSOR	7	Pour nov-déc 2021 : 34 553 € Pour 2022 : 59 234 €
860785781	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale	0	0 €

Elle sera versée en une seule fois sous forme de dotation.

Le montant définitif de la compensation par la CNSA de ces mesures de revalorisations salariales sera déterminé sur la base de la moyenne annuelle du nombre d'équivalents temps-plein transmis courant 2023 par chaque établissement ou service concernés via les systèmes d'information de la CNSA. Il pourra ainsi donner lieu à un complément versé sous forme de compensation de la CNSA en faveur du Département de la Vienne. A l'issue, le Département procédera le cas échéant au reversement correspondant aux établissements et services concernés.

Dans le cas où le montant définitif s'avèrerait inférieur au montant prévisionnel sus-mentionné, le Département de la Vienne se réserve le droit de procéder à une réfaction sur le montant prévisionnel qui sera alloué pour l'année 2023.

**ARTICLE 2** : Dans le cadre des mesures salariales pour les professionnels socio-éducatifs, une dotation prévisionnelle 2022 est allouée pour un montant de 149 841 € correspondant à 12,01 équivalents temps-plein (ETP) prévisionnels. Elle s'établit de la façon suivante :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	ETP retenus	Montant de la dotation
860784610	Foyer d'Hébergement de l'ESAT ESSOR	8,08	85 638 €
860785781	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale	3,43	57 501 €
Suivi Accueil Familial		0,5	6 702 €

Elle sera versée en une seule fois sous forme de dotation.

Son montant a été établi sur la base des montants recensés auprès du gestionnaire au titre des 9 mois concernés sur 2022.

**ARTICLE 3** : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) pour les autres personnes.

**ARTICLE 4**: Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **30 MARS 2023**

Le Président du Conseil Départemental

  
 Alain PICHON

